



MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTÉGRATION,
DE L'IDENTITÉ NATIONALE ET DU CODÉVELOPPEMENT

Paris, le 1^{er} février 2008

Le ministre de l'immigration, de l'intégration,
de l'identité nationale et du codéveloppement
et
Le ministre des affaires étrangères et européennes

à

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs
Mesdames et Messieurs les consuls généraux et consuls
Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et messieurs les préfets de métropole et d'Outre-mer
(service des étrangers et DDTEFP)
Monsieur le préfet de police
Monsieur le Directeur Général de l'Agence nationale
de l'accueil des étrangers et des migrations

Modèle NOR : IMI/G/08/00017/C

Résumé : la présente circulaire précise les conditions dans lesquelles la délivrance de la carte de séjour « compétences et talents » peut intervenir, au regard des critères proposés par la Commission nationale des compétences et des talents, et détaille la procédure applicable en la matière.

La création de la carte de séjour « compétences et talents » (CCT) par la [loi du 24 juillet 2006](#) relative à l'immigration et à l'intégration s'inscrit dans le cadre des nouvelles orientations données à la politique d'immigration, consistant à développer l'attractivité du territoire français en favorisant la mobilité et la circulation des compétences et en permettant aux migrants concernés d'apporter à notre pays leurs compétences mais aussi d'acquérir, en retour, une expérience qui sera utile à leur pays d'origine. Ce dispositif doit ainsi concilier la régulation des flux migratoires en fonction des besoins et des capacités d'accueil de la France avec les intérêts des pays d'origine des migrants.

Ce nouveau titre de séjour est délivré dans des conditions particulières puisqu'il déroge aux principes qui organisent traditionnellement la réglementation française sur le séjour des étrangers, en vertu desquels l'obtention d'un titre de séjour est conditionnée soit à la constatation d'un droit conventionnel (droit d'asile, vie privée et familiale...), soit à l'acceptation d'un motif de séjour catégoriel formellement identifié (exercice d'une activité professionnelle déterminée, suivi d'études précises). Or en l'occurrence, les critères d'attribution de la CCT sont définis de telle sorte qu'ils permettent de couvrir des publics divers auxquels une forme d'excellence a été reconnue, qu'elle soit d'ordre économique, culturelle, sportive, intellectuelle, humanitaire ou scientifique.

Pour être attractive, la CCT ouvre droit à l'exercice de toute activité professionnelle permettant de réaliser le projet au titre duquel le droit de séjour est accordé. Elle est de surcroît d'une durée de validité de trois ans renouvelable, dérogeant ainsi au principe de l'annualité du titre délivré aux primo arrivants, et permet à son titulaire d'être accompagné de son conjoint et de ses enfants dès son entrée sur le territoire, ou d'être rejoint par eux, sans que soient opposées les conditions prévues pour le regroupement familial (conditions de ressource et de logement, notamment).

La Commission nationale des compétences et des talents ayant, dans [une première délibération en date du 11 décembre 2007](#), déterminé les critères d'attribution de la carte, vous pouvez sans délai engager l'instruction des dossiers qui vous seront présentés, conformément aux dispositions qui suivent

1. Les critères d'éligibilité. La Commission nationale des compétences et des talents

La CCT couvre un vaste champ de bénéficiaires potentiels, aucune compétence ou aucun talent n'étant a priori exclu, dans la mesure où son exercice présente, pour la France et le pays d'origine du bénéficiaire, un intérêt tel que défini au [L.315-1](#) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA)¹

Les critères relatifs au projet et à l'aptitude à le réaliser prévus par le CESEDA ne sont pas recensés de façon exhaustive. Par contre, le demandeur doit nécessairement satisfaire aux deux conditions que sont l'existence d'un projet et la capacité à le réaliser pour pouvoir prétendre à la délivrance de la CCT.

La législateur a confié à une commission nationale des compétences et des talents (CNCT), appelée à se réunir au moins deux fois par an, la mission de déterminer annuellement les critères d'attribution de cette carte, dont vous devez tenir compte.

Les critères ainsi définis ont vocation à évoluer au fil du temps et des retours d'expérience et à permettre ainsi une adaptation aux évolutions notamment économiques. La suppression par cette commission d'un critère d'accès à la carte de séjour ne devra pas conduire au retrait des cartes délivrées sur son fondement. Cette suppression n'aura d'effet que sur les projets présentés postérieurement.

Ces critères prendront la forme de délibérations rendues publiques et publiées au Journal officiel.

Vous trouverez en [annexe II](#) la première délibération de la commission.

2. Les conditions de délivrance de la carte de séjour « compétences et talents »

2.1. Champ d'application et définition des bénéficiaires

La délivrance de la CCT est réservée aux étrangers qui relèvent du régime général du CESEDA ainsi qu'aux ressortissants des pays ayant signé avec la France une convention bilatérale relative au séjour et prévoyant une clause de renvoi à la législation nationale. Sont donc exclus du dispositif :

- les ressortissants de l'Union européenne et assimilés, y compris ceux soumis à régime transitoire en vertu du traité d'adhésion de leur Etat,
- ainsi que les Algériens, [l'accord du 27 décembre 1968](#) modifié qui régit de manière complète le droit au séjour et au travail de ces ressortissants ne prévoyant pas la CCT.

Conformément à l'article [L.315-1](#) du CESEDA, cette carte de séjour peut être attribuée à l'étranger « susceptible de participer, du fait de ses compétences et de ses talents, de façon significative et durable, au développement économique, au développement de l'aménagement du territoire ou au rayonnement, notamment intellectuel, scientifique, culturel, humanitaire ou sportif de la France et, directement ou indirectement, du pays dont il a la nationalité. »

Pour ce faire, le demandeur doit d'une part, justifier d'un projet en France répondant à ces critères, d'autre part établir son aptitude à le réaliser. L'article [R.315-1](#) distingue en effet le projet évalué à l'aune « de sa localisation, du secteur d'activité en cause, des créations d'emploi envisagées », de l'aptitude de son porteur, c'est-à-dire son niveau d'études, ses qualifications, son expérience professionnelle ou les investissements qu'il prévoit.

1 Les dispositions législatives et réglementaires sont en [annexe I](#)

Les titulaires de la CCT et les membres de leur famille admis à séjourner en France en cette qualité sont dispensés de conclure le contrat d'accueil et d'intégration.

La situation particulière des ressortissants de la Zone de Solidarité Prioritaire (ZSP)²

La réglementation prévoit des conditions spécifiques pour les ressortissants de la ZSP (liste des pays concernés en [annexe III](#)), motivées par la situation particulière des pays de cette zone et la volonté de la France d'éviter tout « pillage des cerveaux ».

La carte de séjour valable trois ans délivrée à l'un de ces ressortissants n'est renouvelable qu'une fois.

En outre, un effort particulier est demandé aux ressortissants de ces pays sous la forme du concours à une action de coopération ou d'investissement économique définie par la France avec leur pays d'origine et figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de l'économie ou le ministre chargé de la coopération. Cette liste est en cours d'établissement.

L'obligation de concours à une action de coopération peut être satisfaite soit dans le cadre du projet mené en France et au titre duquel la carte est délivrée, soit en complément de ce projet.

Ces ressortissants doivent en outre s'engager, sauf si la France a conclu un accord de partenariat pour le codéveloppement avec leur pays d'origine (à ce jour, seuls le Mali et le Sénégal sont concernés), à retourner dans leur pays d'origine à l'échéance d'une période de six années de séjour.

La présente circulaire indique toutes les situations dans lesquelles les conditions d'instruction des demandes d'octroi de la CCT déposées par ces ressortissants différeront du droit commun.

2.2 — Les conditions de recevabilité des demandes

2.2.1. — Lorsque le demandeur est établi hors de France

Les demandeurs de la CCT doivent déposer leur dossier auprès de l'autorité consulaire compétente du lieu de leur résidence habilitée à délivrer des visas (poste diplomatique doté d'une circonscription consulaire ou poste consulaire), accompagné d'un dossier de demande de visa pour un séjour durée supérieure à 3 mois en France.

Le dossier de demande, s'agissant d'un projet pour l'exercice d'une activité salariée, comporte dans tous les cas la présentation du projet³, le curriculum vitae du salarié, la copie des diplômes et titres les plus élevés, la justification fiscale locale des revenus allégués et un extrait de casier judiciaire des pays où le demandeur a résidé pendant les 3 dernières années. Le dossier comporte en outre en principe les pièces mentionnées aux 1° et 2° du I de l'article 1^{er} de [l'arrêté du 10 octobre 2007](#). (Pour le 2° : cf. formulaires de contrat accessibles à <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/formulaires/55.html>⁴ Les mentions relatives aux « frais d'introduction » — sous réserve d'instructions ultérieures — et au « visa du ministère du travail » sont en l'espèce inapplicables.) Le contrat de travail comporte un niveau de rémunération conforme aux minima conventionnels en France ou, à défaut, légaux. Vous pourrez refuser d'instruire un dossier incomplet jugé sans intérêt. A l'inverse, vous accepterez d'instruire des dossiers incomplets lorsque la notoriété de la société ou l'intérêt de l'espèce vous paraîtront le justifier.

Le dossier de demande, s'agissant d'un projet pour l'exercice d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale, est en principe celui fixé au A (1°) et au B du I de l'annexe à [l'arrêté du 12 septembre 2007](#). Vous pourrez refuser d'instruire un dossier incomplet jugé sans intérêt. A l'inverse, vous accepterez d'instruire des dossiers incomplets lorsque la notoriété de la société (en cas d'insertion dans une entreprise existante en France) ou l'intérêt de l'espèce vous paraîtront le justifier. Le casier judiciaire est obligatoire.

Le dossier de demande, s'agissant d'un projet pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris agricole ou libérale, comporte dans tous les cas la présentation du projet, le curriculum vitae du demandeur, la copie des diplômes et titres les plus élevés, la justification

2 La ZSP réunit les Etats ayant les plus faibles revenus avec lesquels la France entend nouer des partenariats privilégiés dans une perspective de solidarité et de développement durable.

3 La description du projet précise notamment l'intérêt du celui-ci pour la France et pour le pays d'origine.

4 Note du Gisti : adresse introuvable en juillet 2008.

fiscale locale des revenus et un extrait de casier judiciaire des pays où le demandeur a résidé pendant les 3 dernières années.

Lors du dépôt simultané des demandes de carte de séjour et du visa correspondant, l'autorité consulaire saisie délivre un reçu unique valant quittance et accusé de réception.

2.2.2. Lorsque le demandeur est déjà admis à séjourner en France

Les demandes de CCT présentées par des étrangers séjournant en France sont déposées en préfecture. Elles sont assorties de trois conditions de recevabilité :

Le demandeur doit déjà être autorisé à séjourner en France sous couvert d'une carte de résident (ordinaire ou RLD-CE), d'une carte de retraité, de l'une des cartes de séjour temporaire prévues aux chapitres III et IV du titre 1^{er} du livre III du CESEDA ou de l'autorisation provisoire de séjour prévue pour les étudiants en recherche d'emploi (art. L.311-11).

Si tel n'est pas le cas, le changement de statut ne pourra pas être accordé et le demandeur ne pourra obtenir la CCT qu'en retournant dans son pays d'origine et en déposant un dossier auprès des autorités diplomatiques et consulaires françaises dans ce pays.

Quelle que soit la nature du titre de séjour détenu, la demande constituée de toutes les pièces prévues à l'article R.315-4 doit intervenir au moins quatre mois avant l'échéance de ce titre de séjour.

Le dossier doit être complet. Vous vous inspirerez du dossier complet et des possibilités de dérogation mentionnés au 2.2.1 supra⁵.

Vous serez donc fondés à refuser l'instruction de tout dossier ne satisfaisant pas à ces trois critères, sans qu'un examen sur le fond ait été conduit.

J'ajoute que le dépôt d'une demande d'attribution de la CCT quatre mois avant l'échéance du titre de séjour n'est pas un obstacle à ce que deux mois plus tard, conformément à l'article R.311-2, soit déposée une demande de renouvellement du titre de séjour détenu ou de changement de statut pour l'octroi d'un autre titre.

En tout état de cause, il est évident que vous devrez impérativement avoir statué sur la demande et être en mesure de remettre la carte «compétences et talents» au plus tard à l'échéance du titre de séjour sous couvert duquel la demande est faite.

2.2.3. Ressortissants de la zone de solidarité prioritaire

Le dossier comporte en outre, sauf dans le cas du Mali et du Sénégal, l'engagement de retourner dans le pays d'origine à l'issue de six années de séjour (modèle en [annexe IV](#)).

2.3. — La procédure d'instruction des demandes de première délivrance

2.3.1. Dispositions communes -

Après avoir constaté la recevabilité de la demande et dès lors que vous n'aurez relevé aucun motif d'ordre public s'opposant au droit de séjour de l'intéressé, vous instruirez sa demande en tenant compte des critères définis par la commission nationale des compétences et de talents (CNCT).

De façon général, vous procéderez à l'examen des seules pièces établissant le respect des critères prévus par la réglementation. L'appréciation du projet et celle de l'aptitude du demandeur à le réaliser ne peuvent reposer que sur des éléments objectifs. A titre d'illustration, il n'est pas envisageable d'évaluer une oeuvre littéraire ou artistique, seuls les documents établissant sa notoriété étant exploitables⁶.

Vous pourrez à ce stade rejeter d'office les demandes qui feraient ressortir des projets imprécis, incohérents ou non étayés ou qui seraient accompagnées de pièces inadaptées ou inexploitable. Il appartient naturellement au demandeur d'apporter les justificatifs permettant de faire la preuve du respect des critères d'éligibilité à la carte «compétences et talents», et

5 Cependant, la dérogation à l'exigence d'un contrat de travail préalable sera ici utilisée avec parcimonie : en effet, compte tenu de son objectif (facilitation, accélération) cette dérogation est plutôt réservée aux demandes présentées devant les autorités diplomatiques et consulaires.

6 Les prix littéraires dans le cas d'un romancier, par exemple.

non à l'administration d'anticiper un éventuel droit au séjour sur le fondement d'informations fragmentaires dont elle disposerait.

Il vous est possible, lorsque vous estimerez que les pièces du dossier ne vous permettent pas de vous prononcer, d'inviter le requérant pour un entretien. Cet entretien n'exclut pas que vous demandiez par ailleurs les pièces complémentaires qui vous sont nécessaires pour vous permettre de prendre une décision.

Si le dossier comporte un contrat de travail ou des précisions suffisantes, vous pourrez consulter par courriel la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) du département dans lequel se trouve l'établissement qui se propose de recruter le requérant afin de recueillir toute information utile sur la conformité des conditions d'emploi et de travail proposées aux dispositions du code du travail et de la convention collective, le respect de la législation sociale par l'employeur, le paiement des redevances éventuellement dues à d'autres titres à l'ANAEM, la consistance économique de l'entreprise et la réalité de l'emploi proposé. la DDTEFP devra vous signaler, le cas échéant, les demandes antérieures d'autorisations de travail éventuellement déposées par le requérant ou par l'employeur et les suites qui leur ont été réservées.

Si le requérant projette d'exercer un emploi salarié en France sans préciser de localisation particulière, vous pourrez alors consulter directement le bureau de l'immigration professionnelle (BIP) du ministère de l'immigration. Ce bureau émettra un avis sur l'emploi proposé et le respect par l'employeur, s'il est connu, des règles mentionnées supra. A partir du quatrième trimestre 2008, ce bureau pourra consulter, à votre demande, le fichier automatisé GEMOE des demandes d'autorisation de travail, ne serait-ce que pour vérifier que le requérant n'a pas essuyé un refus antérieur.

La question de l'exigence du contrat de travail est abordée au point 4 de [la délibération](#).

S'agissant d'une manière générale de l'exercice des activités commerciales, industrielles ou artisanales, vous avez la possibilité de contrôler si les intéressés satisfont aux critères réglementaires fixés pour l'accès à ces activités (cf. [circulaire du 29 octobre 2007](#) d'application du [décret n° 2007-912 du 15 mai 2007](#)), et saisir à cet effet le trésorier-payeur général compétent.

Les avis de la DDTEFP, du BIP et du TPG seront demandés sous délai de réponse de dix jours. En effet, la CNCT a demandé que le délai d'instruction ne dépasse pas un mois.

La décision de délivrance sera prise pendant toute l'année 2008 sous l'autorité directe de l'ambassadeur ou au niveau du préfet.

2.3.2. Dispositions spécifiques quand la demande est déposée auprès de l'autorité diplomatique ou consulaire

2.3.2.1

Hors de France, le poste, tout en s'efforçant de prendre sa décision dans des délais inférieurs à un mois, devra s'entourer d'avis spécialisés en fonction de la nature du projet, notamment des missions économiques pour ce qui est des projets d'ordre économique, commercial ou financier, de l'agence française pour les investissements internationaux (AFII : www.investinfrance.org) lorsque celle-ci dispose d'un bureau dans le pays de résidence du ressortissant étranger et qu'il s'agit d'un projet d'investissement tels que défini au point 7 de la délibération de la CNCT (cf. [annexe II](#)), ou des services chargés des questions de coopération ou d'action culturelle,.

L'avis de ces services doit être rendu dans les dix jours de leur saisine par le poste.

Par ailleurs, l'ambassadeur peut par convention confier l'instruction des dossiers à l'ANAEM lorsque cet établissement public est représenté dans le pays de résidence.

En cas de décision positive, l'autorité consulaire délivre un visa pour un séjour d'une durée supérieure à 3 mois portant la mention « CESEDA L.315-1 » et établit en deux originaux une lettre de délivrance sur la base du modèle joint en [annexe IV](#) (hors ZSP) ou [V](#) (ZSP).

Un original de la lettre est remis au demandeur. L'autre, avec copie du dossier comprenant les pièces, est adressé au ministère de l'immigration, 101 rue de Grenelle Paris 7^{ème}, bureau de l'immigration professionnelle.

Le cas échéant, l'autorité consulaire délivre simultanément un visa similaire portant mention « CESEDA L.313-11 3° » au conjoint et aux enfants mentionnés à l'article L.315-7.

En cas de refus d'attribuer une carte «compétences et talents», le poste en avise le demandeur. Vous pourrez assortir votre refus de toutes indications utiles sur les autres possibilités d'admission au séjour (introduction de salarié, régime « scientifiques », VLS commerçant, etc...). Puis le poste archive le dossier avec le dossier de demande de visa pour une période de 5 ans. En cas de contentieux, le BIP traitera le dossier devant le Conseil d'Etat.

2.3.2.2. Présentation en préfecture de l'étranger muni du visa adéquat

Lorsque la demande d'admission au séjour est présentée hors de France, c'est l'autorité consulaire qui prend la décision d'accorder la carte « compétences et talents ». Le rôle du préfet doit se limiter à remettre le titre de séjour à l'étranger après son arrivée en France.

Pour ce faire, il doit solliciter par messagerie auprès du bureau de l'immigration professionnelle la communication du dossier de l'étranger qui se sera présenté dans ses services muni du visa « CESEDA L.315-1 ». Il doit en outre recueillir les pièces énumérées dans la lettre de délivrance. Dans Agdref, la rubrique « code socio-professionnel » sera très exactement renseignée, aux fins de statistiques. Par ailleurs, sera saisi à la rubrique « observations » d'Agdref le « cadre » dans lequel l'autorisation de travail a été délivrée (cf. mentions dans le modèle en [annexe V.](#))

Les titulaires des visas « CESEDA L.315-1 » bénéficieront si possible d'un accueil adapté. Le recours à la cellule postale ([circulaire du 8 janvier 2001](#)) est possible.

Vous ferez acquitter la taxe de 275 € ([CGI art.1635-0 bis](#)). Le formulaire de visite médicale sera adressé à l'ANAEM. L'ANAEM vous informera de l'éventuel défaut, six mois après l'envoi du formulaire, de présentation à la visite médicale (cf. [R.315-9](#)).

Dans les six mois de l'attribution de la carte, l'étranger ressortissant de la ZSP devra vous avoir transmis son projet, prévu au [R.315-8](#), de concours à une action de coopération ou d'investissement économique définie par la France avec son pays. Vous transmettez ce projet au ministère de l'immigration (département du codéveloppement) qui lui-même le transmettra au ministère de l'économie ou à celui chargé de la coopération.

2.3.3. Dispositions spécifiques quand la première demande est déposée auprès de l'autorité préfectorale

L'instruction du dossier devra se faire pendant les quatre mois qui précèdent l'échéance de la carte de séjour que l'intéressé s'est vu précédemment délivrer. Celui-ci étant par nature autorisé à séjourner en France, il est envisagé de remplacer le récépissé prévu pour toute demande de titre de séjour par une attestation qui ne confère aucun droit sur le plan du séjour mais qui permettra d'accuser réception du dossier présenté dans vos services. En attendant la modification éventuelle du CESEDA, vous accuserez réception de la demande.

2.4. Les conditions de renouvellement de la carte de séjour «compétences et talents»

La demande de renouvellement doit vous être adressée dans les deux mois précédant l'expiration de la carte détenue, et non dans le délai de quatre mois prévu pour une première délivrance.

Il importe dans un premier temps de vérifier que l'étranger a bien réalisé le projet qui a permis son admission au séjour sous couvert de la CCT. Ensuite, soit l'étranger poursuit le même projet et un renouvellement de la carte est alors accordé, soit il présente un nouveau projet et ce sont les dispositions prévues pour une première délivrance qui s'appliquent. Un étranger qui ne poursuivrait pas le projet ayant permis la délivrance de la CCT s'expose à son retrait sur le fondement de l'article [L.311-8](#), puisqu'il ne remplirait plus les conditions exigées pour cette délivrance. Vous veillerez cependant d'une part à ne pas considérer le projet de manière trop étroite, et d'autre part, en toute hypothèse, à apprécier la participation significative et durable au développement économique ou au rayonnement mentionnés au [L.315-1](#).

Situation des ressortissants de la ZSP

Les ressortissants de la ZSP qui ne satisfont pas à l'obligation [mentionnée au 2.1.](#) de concourir à une action de coopération ou d'investissement économique avec le pays dont ils ont la nationalité s'exposent à un refus de renouvellement de leur carte. Il appartient donc aux

intéressés d'apporter les justificatifs établissant leur implication dans une telle action. Vous vérifierez systématiquement le respect de cette obligation au renouvellement de la carte «compétences et talents».

L'article [L.315-1](#) du CESEDA limite à une seule fois le renouvellement de la carte attribuée aux ressortissants de la ZSP, que la France ait conclu ou non avec leur pays un accord de partenariat pour le codéveloppement. Je tiens à préciser que ladite période de six années doit être envisagée non pas comme la reconnaissance a priori d'un droit au séjour pour six ans mais comme la possibilité d'en solliciter le bénéfice pour cette durée. Elle débute à compter de la délivrance de la première carte « compétences et talents » et échoit six années plus tard, même lorsque l'intéressé a changé de statut ou lorsqu'il a quitté temporairement la France sans restituer son titre de séjour. Les périodes de séjour sous couvert d'un récépissé de renouvellement de titre étant comptabilisées dans les six années de séjour, il convient autant que faire se peut de les décompter dans la durée de validité du dernier titre remis.

Il y aura lieu le moment venu de concilier, le cas échéant, ce principe et l'engagement de retour avec les autres règles applicables au séjour des étrangers.

3. Les droits associés à la détention de la carte « compétences et talents » (CCT)

Tant par sa durée que par les droits qui y sont attachés, la CCT confère à son titulaire des avantages qui visent à faciliter les conditions de son séjour en France pour lui permettre de mener à bien son projet.

Ainsi, la loi a fixé la durée de validité de cette carte de séjour à trois ans, dispensant les intéressés des formalités administratives induites par le renouvellement annuel des cartes de séjour temporaire. A partir du moment où les étrangers concernés auront satisfait aux critères posés par l'article [L.315-1](#) du CESEDA, la carte de séjour que vous leur remettrez aura systématiquement une durée de validité de trois ans, sans qu'il y ait lieu de moduler celle-ci en fonction de la durée de réalisation du projet.

3.1. — Les conditions d'accès au marché du travail -

Ce titre de séjour ouvre automatiquement aux intéressés un droit au travail, en leur permettant d'exercer toute activité professionnelle, à la condition que l'activité ou les activités envisagées soient en rapport avec le projet sur le fondement duquel la carte «compétences et talents» leur a été accordée.

Si la réalisation du projet retenu suppose l'exercice d'une activité salariée, il n'est pas nécessaire de requérir une autorisation de travail supplémentaire de la DDTEFP. Les titulaires de la carte « compétences et talents » pourront également exercer une activité à titre libéral dans le respect des règles régissant la profession considérée. En ce qui concerne en particulier les professions réglementées, il conviendra de veiller à l'adéquation du projet avec les règles propre à chacune d'elles, et notamment les professions de santé, ce dès l'instruction de la demande d'octroi de la carte.

Les services de contrôle habilités à constater l'infraction d'emploi d'étranger sans titre de travail visée à l'article [L.341-6](#) du code du travail, ([L5221-8](#)) - ([L5221-11](#)) - ([L8251-1](#)) pourront consulter les services des étrangers des préfectures pour vérifier si l'emploi occupé en entreprise par le titulaire d'une carte compétences et talents s'inscrit effectivement dans le cadre du projet qu'il a présenté à l'administration pour obtenir ce titre. De même, vous aurez sur ce sujet à répondre à d'éventuelles interrogations des employeurs. D'où l'importance des saisies Agdref mentionnées au deuxième paragraphe du [2.3.2.2.](#) et de l'archivage au dossier de la lettre de délivrance consulaire.

Pendant son séjour en France, le titulaire de la carte doit pouvoir exercer une mobilité professionnelle normale. Vous veillerez donc, comme dans le cas [indiqué au 2.4](#), d'une part à ne pas considérer le projet de manière trop étroite, et d'autre part, en toute hypothèse, à apprécier la participation significative et durable au développement économique ou au rayonnement mentionnés au [L.315-1](#).

3.2. — Le rapprochement familial

Les conditions d'admission au séjour des membres de la famille du titulaire de la CCT, définis comme étant le conjoint et les enfants de moins de 18 ans, sont facilitées. Ceux-ci ne sont pas en effet soumis à la procédure de droit commun du regroupement familial ; ils se

voient accorder de plein droit et sans délai une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » (valable un an).

S'ils sont établis à l'étranger, ils sollicitent un visa pour un séjour d'une durée supérieure à 3 mois auprès de l'autorité consulaire. Le visa délivré porte la mention « CESEDA L.313-11-3° » et doit être présenté lors du dépôt en préfecture de la demande de la carte de séjour précitée.

S'ils sont déjà admis à séjourner en France, l'autorité préfectorale leur remettra le titre de séjour sur justification du lien familial et de leur présence en France.

J'appelle votre attention sur la nécessité pour les préfets de bien distinguer lors de la délivrance de la carte de séjour temporaire la situation du membre de famille d'étranger titulaire de la CCT, de celle du membre de famille de « salarié en mission », alors que les références réglementaires et par voie de conséquence la mention sur le visa, sont identiques.

Conformément aux dispositions de la [loi n° 2007-1631 du 20 novembre 2007](#) relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile, les membres de la famille de l'étranger admis au bénéfice de la CCT ne sont pas soumis au nouveau dispositif d'évaluation de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République et n'ont donc pas à suivre la formation prévue en la matière avant leur venue en France. En effet, ils ne peuvent être considérés comme bénéficiaires du regroupement familial au sens du livre IV du CESEDA.

En outre, la même loi les dispense de l'obligation de conclure le contrat d'accueil et d'intégration pour la famille.

Vous procéderez au renouvellement de la carte de séjour des membres de la famille tant que le ressortissant étranger qu'ils accompagnent demeure titulaire de la CCT et séjourne en France.

Enfin, il convient de préciser que l'étranger qui a obtenu un tel titre de séjour a la possibilité de solliciter une carte de résident dans le cadre des règles de droit commun fixées à l'article [L.314-8](#).

4. Statistiques

Les statistiques relatives aux dossiers présentés en consulat seront établies par la sous-direction des visas d'une part et le BIP d'autre part.

Celles relatives aux dossiers présentés en préfecture donneront lieu à envoi au BIP, à la fin de chaque mois, d'un tableau *Excel* comprenant :

- le nombre de cartes délivrées sur présentation du VLS « CESEDA L.315-1 » ;
- le nombre de premières demandes déposées (changement de statut) et refusées ;
- pour chaque carte délivrée en préfecture (changement de statut), les mentions suivantes :
 - Code nationalité
 - Année de naissance
 - Code projet mentionné sur Agdref (cf. liste sur la lettre en [annexe V](#))
 - Numéros d'articles de la délibération principalement utilisés dans la décision de délivrance.

La mise en oeuvre de ce dispositif reposant sur une coopération étroite entre les services administratifs, nous comptons sur la mobilisation de vos collaborateurs afin de permettre une application diligente des présentes instructions.

Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement sera saisi sous le timbre de la direction de l'immigration — bureau de l'immigration professionnelle — des difficultés éventuelles auxquelles vos services seraient confrontés lors de leur mise en oeuvre.

Des instructions complémentaires vous seront adressées concernant la promotion de la carte à l'étranger.

Annexe I

Carte «compétences et talents» Dispositions législatives et réglementaires consolidées

(v. C. étrangers, art. L.315-1 à L.315-9, L.311-2 et L.311-8)

Dispositions réglementaires

(v. C. étrangers, art. R.315-1 à R.315-11)

Annexe II

Délibération de la CNCT

(J.O. du 28 décembre 2007)

«La Commission nationale des compétences et des talents s'est réunie le mardi 11 décembre 2007 au ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement... Pour la définition des critères de délivrance de cette carte de séjour, la commission a adopté les orientations suivantes :

1. La carte est délivrée en principe pour la réalisation d'un projet professionnel. Ce projet peut être l'exercice d'une activité :

- a) Salariée ;
- b) Industrielle, commerciale, artisanale (cas d'un entrepreneur) ;
- c) De profession indépendante (écrivain, traducteur...),

ou de nature à assurer d'une manière ou d'une autre le rayonnement de la France et, directement ou indirectement, du pays dont le demandeur a la nationalité.

2. Un projet uniquement d'études ne sera pas pris en compte.

3. Les candidatures d'étrangers remplissant les conditions pour obtenir la carte «salarié en mission» ne sont pas recevables.

4. Si l'activité est celle d'un salarié, le dossier de demande comporte en principe un contrat de travail. L'autorité de délivrance peut déroger à ce principe pour faciliter la démarche.

5. Le contrat de travail doit être en adéquation avec la qualification, l'expérience, et, le cas échéant, les diplômes ou titres de l'intéressé.

6. Lorsque l'exercice de l'activité projetée est soumis à des conditions réglementaires spécifiques, le demandeur produit les justificatifs que ces conditions sont remplies. (Voir 1, ci-dessus.)

7. La carte de séjour « compétences et talents » peut être délivrée à un investisseur créateur d'activités, porteur de l'un des projets économiques suivants ;

- projet débouchant sur la création d'au moins deux emplois dont celui du porteur du projet ou la sauvegarde d'au moins deux emplois ;
- projet comportant un investissement en immobilisations corporelles (actifs consistant en l'acquisition de terrains, de bâtiment, d'équipement en machine) ou immobilisations incorporelles (actifs consistant en des transferts de technologies, droits, brevets, licences, savoir-faire ou de connaissances techniques non brevetées) d'au moins 300 000 euros ;
- projet porté par une société étrangère créée depuis au moins deux ans ou déjà implantée en France.

8. Il sera tenu compte de l'intérêt de l'activité créée du point de vue de sa localisation en France : un projet s'intégrant à un pôle de compétitivité sera privilégié.

9. Les métiers, emplois ou activités requérant de hautes qualifications et présentant des perspectives d'embauche seront privilégiés. Le secteur dans lequel le projet se déroulera entrera aussi en compte.

10. A l'exclusion des artistes et sportifs, un candidat sans expérience professionnelle dont le niveau de diplôme serait inférieur au niveau licence (bac + 3) n'est pas éligible à la carte «compétences et talents».

Une licence associée à une expérience professionnelle d'au moins trois ans, un master associé à une expérience professionnelle d'au moins un an donnent vocation à la carte précitée.

En fonction de la qualité du projet de son titulaire et de la capacité de celui-ci à le réaliser, le doctorat peut permettre l'obtention de la carte de séjour « compétences et talents » sans qu'il soit exigé de son titulaire d'expérience professionnelle. L'appréciation de la capacité prend en compte, d'une part, la notoriété de l'établissement étranger ayant délivré le doctorat. Elle prend en compte, d'autre part, la qualité des publications du candidat (au regard notamment du classement des publications par le CNRS). La pertinence de ces qualifications par rapport au projet de mobilité du candidat doit cependant être appréciée, par exemple grâce à une lettre d'invitation ou à un document traduisant une manifestation d'intérêt et émanant des services de recherche d'une entreprise ou d'un établissement d'enseignement supérieur ou de recherche.

11. Les diplômes de physique, chimie, biologie, mathématiques, informatique, agronomie, marketing, ressources humaines, gestion, finance, actuariat, comptabilité d'un niveau au moins égal à celui du master seront valorisés.

La reconnaissance ou la notoriété de l'établissement étranger ayant délivré un tel diplôme, ainsi que l'existence d'accords de coopération scientifique ou éducative conclus par cet établissement avec des partenaires français, entreront aussi en compte.

12. Quel que soit le diplôme, un niveau de revenu, s'il est assimilable localement à celui d'un cadre supérieur, sera valorisé. L'appréciation du niveau de revenu pourra tenir compte de l'âge du demandeur et de la nature du projet : un demandeur âgé de plus de 30 ans devra en principe remplir strictement le critère de revenu.

Un candidat sans diplôme devra justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans au niveau de revenu mentionné à l'alinéa précédent.

13. Sportifs : pour les sports olympiques individuels, le demandeur devra avoir été champion national dans son pays d'origine l'année sportive précédant la demande ou avoir participé comme membre titulaire aux championnats continentaux ou mondiaux. Pour les sports olympiques collectifs, le demandeur doit faire partie, d'une manière permanente, de l'équipe nationale. Pour les sports non olympiques, le demandeur doit faire partie, d'une manière permanente, de l'équipe nationale. Pour les entraîneurs et techniciens, le demandeur devra entraîner de manière permanente l'équipe nationale ou en 1^{re} division. L'expression «de manière permanente» signifie pour la saison sportive précédente et celle en cours. La notoriété professionnelle particulière d'un sportif permet de déroger à ces règles.

14. D'une manière générale, pour les projets de nature culturelle ou humanitaire ou liés au développement de la francophonie, la notoriété du demandeur sera prise en compte pour apprécier le rayonnement mentionné au [paragraphe 1](#).

La commission a souligné, à propos de la délivrance de cette carte de séjour aux ressortissants de la zone de solidarité prioritaire⁷, que la nécessité de démontrer l'intérêt du projet notamment pour le pays d'origine, la nécessité de participer à une action de coopération ou d'investissement économique dans le pays d'origine, et le fait que le renouvellement de la carte valable trois ans est limité à une fois doivent être portés à la connaissance des candidats à l'attribution de cette carte dès le dépôt de la demande.»

7 Cf. liste en [annexe III](#)

Annexe III

Les pays relevant de la Zone de Solidarité Prioritaire

Proche Orient :

Liban Territoires autonomes palestiniens Yémen

Afrique du Nord :

Algérie⁸ Maroc Tunisie

Afrique sub-saharienne et Océan indien :

Afrique du Sud	Ethiopie	Namibie
Angola	Gabon	Niger
Bénin	Ghana	Nigeria
Burkina-Faso	Gambie	Ouganda
Burundi	Guinée	Rwanda
Cameroun	Guinée-Bissao	Sao-Tomé et Príncipe
Cap-Vert	Guinée Equatoriale	Sénégal
Centrafrique	Kenya	Sierra Léone
Comores	Libéria	Soudan
Congo	Madagascar	Tanzanie
Côte d'Ivoire	Mali	Tchad
Djibouti	Mauritanie	Togo
Erythrée	Mozambique	Zimbabwe

Asie :

Cambodge Laos Vietnam
A titre provisoire : l'Afghanistan

Caraïbes :

Cuba Haïti République Dominicaine

Amérique latine :

Surinam.

Pacifique :

Vanuatu

⁸ Bien que faisant partie des pays de la zone de solidarité prioritaire, les ressortissants algériens, qui relèvent de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 modifié, ne peuvent pas bénéficier de la carte de séjour « compétences et talents ».

Annexe IV

Engagement de retour au pays d'origine

Consulat de... / Préfecture de...

Demande de carte de séjour « compétences et talents »

Engagement d'un ressortissant de la zone de solidarité prioritaire⁹ à retourner dans son pays d'origine.

Je soussigné(e),

Nom : ...

Prénom : ...

Nationalité : ...

demandeur d'une carte de séjour « compétences et talents »,

m'engage à retourner dans mon pays d'origine au terme d'une période maximale de six ans à compter de la date de délivrance de cette carte de séjour.

Je suis informé de l'obligation que j'aurai, en cas de délivrance de la carte, d'apporter mon concours à une action de coopération ou d'investissement économique définie par la France avec mon pays.

Fait à le

Signature

Annexe V

Lettre de délivrance par l'autorité diplomatique et consulaire hors ZSP

Madame, Monsieur,

Vous avez demandé la délivrance de la carte de séjour « compétence et talents » prévue à l'article L. 315-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Vous avez présenté un projet, qui appartient au cadre

- a. - « création d'oeuvres de l'esprit »
- b. - « humanitaire »
- c. - « monde du spectacle »
- d. - « sportifs et entraîneurs de haut niveau »
- e. - « universitaires, scientifiques, enseignants et chercheurs »
- f. - « entrepreneurs, ingénieurs, cadres supérieurs, industrie, commerce, services »
- g. - « professions indépendantes »
- h. - « medias et communication »
- i. - ...

(plusieurs cadres peuvent être simultanément retenus)

Au vu de votre projet, et des autres pièces de votre dossier de demande, j'ai décidé de vous délivrer ce titre de séjour.

Je vous remets cette lettre de délivrance, ainsi qu'un visa de long séjour. Dès votre arrivée en France, ce visa vous autorise, pendant sa durée de validité, à travailler dans le cadre de votre projet.

Muni de votre passeport comportant ce visa, vous aurez à vous présenter dans les deux mois de votre entrée en France à la préfecture du département de votre domicile (à Paris, à la préfecture de police), où la carte de séjour valable trois ans vous sera remise sur présentation des pièces suivantes :

⁹ A l'exception des ressortissants du Mali et du Sénégal, non concernés, leurs pays ayant conclu avec la France un accord de partenariat pour le codéveloppement.

1° indications relatives à l'état civil et, le cas échéant, à celui du conjoint et des enfants à charge ;

2° justification de l'adresse en France : bail, quittance de loyer, facture d'électricité, attestation d'hébergement par un tiers avec copie de sa pièce d'identité ;

3° Trois photographies de face, tête nue, de format 3,5 × 4,5 cm, récentes et parfaitement ressemblantes.

Vous pouvez vous adresser par voie postale à la préfecture. Dans ce cas, effectuez cette démarche dans le mois qui suit votre entrée en France. Vous trouverez l'adresse de votre préfecture à <http://lesservices.service-public.fr/local/index.htm>¹⁰

Vous aurez à acquitter, au moment de la remise de la carte en préfecture, une taxe de 275 € sous la forme de timbres spéciaux puis également à passer une visite médicale.

Signé :

Annexe VI

Lettre de délivrance par l'autorité diplomatique et consulaire à un ressortissant de la ZSP

Madame, Monsieur,

Vous avez demandé la délivrance de la carte de séjour «compétence et talents» prévue à l'article L. 315-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Vous avez présenté un projet, qui appartient au cadre

a. - « création d'oeuvres de l'esprit »

b. - « humanitaire »

c. - « monde du spectacle »

d. - « sportifs et entraîneurs de haut niveau »

e. - « universitaires, scientifiques, enseignants et chercheurs »

f. - « entrepreneurs, ingénieurs, cadres supérieurs, industrie, commerce, services »

g. - « professions indépendantes »

h. - « medias et communication »

i. - ...

(plusieurs cadres peuvent être simultanément retenus)

Au vu de votre projet, et des autres pièces de votre dossier de demande incluant votre engagement à retourner dans votre pays d'origine au terme de six années, j'ai décidé de vous délivrer ce titre de séjour.

Je vous remets cette lettre de délivrance, ainsi qu'un visa de long séjour. Dès votre arrivée en France, ce visa vous autorise, pendant sa durée de validité, à travailler dans le cadre de votre projet.

Muni de votre passeport comportant ce visa, vous aurez à vous présenter dans les deux mois de votre entrée en France à la préfecture du département de votre domicile (à Paris, à la préfecture de police), où la carte de séjour valable trois ans vous sera remise sur présentation des pièces suivantes :

1° indications relatives à l'état civil et, le cas échéant, à celui du conjoint et des enfants à charge ;

2° justification de l'adresse en France : bail, quittance de loyer, facture d'électricité, attestation d'hébergement par un tiers avec copie de sa pièce d'identité ;

3° Trois photographies de face, tête nue, de format 3,5 × 4,5 cm, récentes et parfaitement ressemblantes.

10 Note du Gisti : l'URL renvoie à l'annuaire de l'administration (annuaire.service-public.fr) Voir plutôt : « [Votre préfecture](#) »

Vous pouvez vous adresser par voie postale à la préfecture. Dans ce cas, effectuez cette démarche dans le mois qui suit votre entrée en France. Vous trouverez l'adresse de votre préfecture à <http://lesservices.service-public.fr/local/index.htm>

Vous aurez à acquitter, au moment de la remise de la carte en préfecture, une taxe de 275 € sous la forme de timbres spéciaux puis également à passer une visite médicale.

Je vous rappelle l'obligation que vous aurez d'apporter votre concours à une action de coopération ou d'investissement économique définie par la France avec votre pays. La liste de ces actions peut être trouvée à www.afd.fr. Dans six mois au plus tard, vous devrez transmettre au préfet du département du lieu de votre résidence un projet de participation à l'une de ces actions. Le silence gardé par l'administration vaudra acceptation de votre projet. La réalité de votre participation sera vérifiée lors du renouvellement de la carte.